ASSEMBLÉE NATIONALE

18 juin 2021

RELATIF À LA RÉGULATION ET À LA PROTECTION DE L'ACCÈS AUX ŒUVRES
CULTURELLES À L'ÈRE NUMÉRIQUE - (N° 4245)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 76 (Rect)

présenté par
Mme Bergé

ARTICLE 10 QUINQUIES

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« 3° Le quatrième alinéa de l'article 17-1 est complété par quatre phrases ainsi rédigées :
« L'autorité peut également enjoindre à la personne responsable du manquement de mettre fin à l'irrégularité ou d'en supprimer les effets et prononcer une astreinte pour l'exécution de cette injonction. Cette astreinte ne peut excéder 5 % du chiffre d'affaires journalier moyen par jour de retard à compter de la date fixée par l'autorité. Le chiffre d'affaires pris en compte est calculé sur la base des comptes de l'entreprise relatifs au dernier exercice clos à la date de la décision. L'astreinte est liquidée par l'autorité, qui en fixe le montant définitif. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à ouvrir et à encadrer la faculté, pour l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM), de prononcer des injonctions et d'infliger des astreintes en vue d'assurer l'exécution de celles-ci, lorsqu'elle constate, à l'occasion du règlement d'un différend, qu'un manquement a été commis. Il s'agit de garantir l'efficacité et la rapidité d'exécution par les acteurs des décisions de l'ARCOM.